

ADOPTION DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE ET TRAÇABILITÉ DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À YAMOOUSSOUKRO

Hyacinthe Boni KPANGBA

Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

bonihyacinthe@gmail.com

&

Eppié Hugues Pamphile BONGBA

Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

huguesbongba@gmail.com

Résumé : Cet article cherche à montrer que la communication participative et la gestion des systèmes d'information s'inscrivent dans une dynamique d'efficacité des projets de développement. En effet, les problèmes de communication et la mauvaise utilisation des systèmes d'information limitent l'aboutissement des projets et l'implication des populations. Par la mise en œuvre de la communication participative, les parties prenantes peuvent être engagées dans un processus de communication inclusive et intégrative. Notre article propose la gestion des systèmes d'information comme le fondement de la traçabilité des projets car elle représente un enjeu majeur pour les populations locales de Yamoussoukro, les décideurs et les partenaires au développement. Dans cet article, nous exposons d'abord les tenants et les aboutissants de la communication participative dans le contexte social dans lequel elle s'effectue avant de préciser ses avantages pour le développement local. Par la suite, nous présentons les enjeux de la traçabilité basée sur les systèmes de communication en nous focalisant sur le modèle des clubs Dimitra après avoir dégagé sa définition opératoire. Nous avons ainsi dans ce travail analysé les recherches des clubs Dimitra de la FAO à travers une étude documentaire et nous nous sommes servi de l'approche participative et du récit de vie pour nous imprégner des réalités des populations de Yamoussoukro. Notre propos vise surtout à promouvoir la communication participative et la gestion des systèmes de traçabilité constituent en tant qu'outils d'aide à la décision tout en garantissant l'implication des parties prenantes et des interventions équitables en milieu rural.

Mots clés : Communication participative ; projets de développement ; système d'information ; traçabilité ; bonne gouvernance.

Abstract: This article seeks to show that participatory communication and the management of information systems are part of a dynamic of development project effectiveness. Indeed, communication problems and the misuse of information systems limit the success of projects and the involvement of populations. Through the implementation of participatory communication, stakeholders can be engaged in an inclusive and

integrative communication process. Our article proposes the management of information systems as the basis of project traceability because it represents a major issue for the local populations of Yamoussoukro, decision-makers and development partners. In this article, we first present the ins and outs of participatory communication in the social context in which it takes place before specifying its benefits for local development. We then present the challenges of traceability based on communication systems, focusing on the Dimitra club model after having identified its operational definition. In this work, therefore, we analyzed the research of the Dimitra clubs of the FAO through a documentary study and we used the participatory approach and the life story to immerse ourselves in the realities of the populations of Yamoussoukro. Our aim is above all to make known that participatory communication and the management of traceability systems constitute decision-making support tools while ensuring the involvement of stakeholders and equitable interventions in rural areas.

Keywords: Participatory communication; development projects; information system; traceability; good governance.

Introduction

Le constat général dans les projets et programmes de développement en milieu rural africain, est qu'il est difficile de trouver des formes de stratégies de communication adaptées aux réalités collectives et communautaires en dehors des média traditionnels. Les concepts de communication dans le contexte du développement pourraient se résumer par la définition que nous donne Jean-Pierre Ilboudo (cité par Elizabeth McCall, 2010) en ces termes :

La communication pour le développement, c'est l'utilisation du processus de communication, des techniques et des médias pour aider les gens à prendre conscience de leur situation et des options à leur disposition pour toute action de changement, [...] à aider les populations à saisir les connaissances et les qualifications en vue d'améliorer leur condition et celle de leur communauté. Les activités de communication doivent être programmées dans le cadre d'une stratégie globale qui prenne en compte la recherche, la définition d'objectifs dans : l'identification des publics, la conception des messages adaptés, le choix des canaux de diffusion, le suivi et la rétro-information.

Jean-Pierre Ilboudo (2002, p 8)

Ainsi, le recours à la communication participative faciliterait la participation des populations aux projets de développement. Déjà dans les années 80, le constat était fait. Comme le souligne Jean-Felix Makosso, il est évident que le problème de l'information stratégique en milieu rural dans les PED se pose en termes de quantité et de qualité (Plan d'Action de Lagos 1980, cité par Jean Felix Makosso, 2006). Pour lui, la réflexion sur ce point devrait désormais porter sur les moyens d'améliorer la capacité de l'information, en particulier et de la

science en général, à prendre une part active à la résolution des problèmes économiques et sociaux qui se posent aux pays en développement. Aussi soutient-il que l'information agricole a été explicitement et très tôt reconnue comme une priorité par de nombreux gouvernements et entérinée comme telle par les états africains surtout dans les périphéries. En effet, selon Jean-Felix-Felix Makosso (2014) les limites de la communication informationnelle ont permis à la communication participative d'assurer le relais du processus de changement.

La communication participative est une forme très concise de la communication, elle associe cohérence et permanence afin de susciter un éveil de conscience et de mentalité et favorise le dialogue et les débats. Car, toute action dans le domaine de la communication requiert des connaissances et expériences spécifiques (Kathrin et Oepen 2010). La communication doit toujours inciter le public communiquant ou non-communicant à participer au dialogue. Le dialogue selon Bohm et Krishnamurti (2006) permet aux participants d'examiner leurs conceptions mentales, les préjugés et les modèles de raisonnement. Il permet aussi à chacun de mieux comprendre les mesures à adopter afin de le faire participer à toutes les phases d'un projet de développement. Pour le Johns Hopkins University (2013), la communication participative n'est pas le simple fait de transmettre au public des informations sur le projet en cours d'élaboration ou des projets de développement futurs. Elle doit solliciter activement son opinion sur les différentes options de formulation de la politique à suivre, assurer ainsi la mise en place de mécanismes d'échange d'informations et générer entre les différentes parties prenantes un consensus dans le processus de développement.

Pour une bonne circulation de l'information, il est indispensable de tenir compte à la fois des facteurs internes et externes qui influencent la communication humaine. Car ces facteurs constituent la base d'un système de communication dynamique. Ce système se présente comme un moyen qui ouvre la voie au processus de traçabilité consistant à réunir les données informationnelles pour leur traitement et utilisation optimale. En matière de développement, l'efficacité des projets est un des défis majeurs à notre temps qui implique une bonne gestion et une utilisation adaptée des informations pour faciliter la coordination et la synergie des actions. Dès lors, comment l'adoption de la communication participative et des systèmes de traçabilité peuvent impacter la bonne gouvernance des actions de développement en milieu rural? Dans cet article, nous montrerons d'abord l'impact de la communication participative sur les populations dans les processus de développement. Et ensuite, nous proposerons une approche de gouvernance des projets basée sur la traçabilité et les systèmes d'information pouvant faciliter le suivi, la synergie des actions de développement en milieu local et en périphérie.



Méthodologie

Dans le contexte de cette recherche, nous nous sommes servi des techniques qualitatives et documentaires. Ainsi, nous avons pu collecter des données informationnelles sur la question de l'adoption de la communication participative et des systèmes de traçabilité dans la gouvernance des projets de développement. Nous avons retenu la localité de Yamoussoukro en tant que milieu rural pour mener à bien ce travail. Comme échantillon, nous nous sommes basé sur une dizaine de projets de développement exécutés par le District de Yamoussoukro pour faire des propositions stratégiques. Par ailleurs, avec les populations, nous avons utilisé le camouflage anthropologique et les récits de vie pour mieux comprendre les réalités liées aux projets. Le traitement de ces données a été possible grâce à l'analyse de contenu.

1. La communication participative, approche indispensable aux projets de développement en milieu local

La théorie de la communication participative pour le développement est un modèle incontournable pour comprendre et expliquer l'échec de nombreux projets dans le processus de développement en milieu rural (Guy Bessette 2004). Au fil des années, les activités de la communication de masse et de transfert des connaissances et informations adoptées dans la gestion et la vulgarisation des projets de développement ont révélé plusieurs insuffisances. En effet, la majorité des projets auxquels ces activités de communication ont été associées se sont soldés par des échecs et surtout à cause de la participation passive ou de l'indifférence totale des populations.

1.1 Comprendre la théorie de la communication dans la gouvernance des projets

Martha Stone (1998), *Conseillère principale en Sciences de l'information* du CRDI¹ soutient qu'on a peu à peu délaissé la vision hiérarchique allant du sommet vers la base, pour arriver à mieux comprendre la communication. C'est dire que la communication est aujourd'hui analysée comme un processus bilatéral, interactif et participatif. Pour elle, cette évolution de la communication est liée à une plus grande participation des populations aux prises de décisions locales ainsi qu'à l'intégration de la communication dans le processus de développement à travers les projets de développement local. Dans le même volet, certains spécialistes de la communication pour le développement comme Guy Bessette (2007) ont cherché à faire de la participation un processus d'éducation dans lequel les collectivités, avec l'aide d'animateurs ou de facilitateurs, définissent leurs problèmes et leurs besoins et deviennent des agents de leur développement. Pour ces derniers, en soulignant l'importance du développement participatif et des mécanismes d'animation communautaire, on peut associer les approches participatives et la communication pour aboutir à une intégration favorable au développement local. Ainsi, les praticiens et les

¹ CRDI : Centre de Recherche en Développement International

planificateurs du développement vont admettre de plus en plus que la communication participative est « la démarche la plus prometteuse lorsqu'il s'agit de réduire la dépendance et d'accroître l'assurance et l'autonomie d'une population » (Guy Bessette 2004). En effet, les acteurs du développement ivoirien admettent de plus en plus l'idée de la communication participative comme un besoin et une démarche d'avenir lorsqu'il s'agit de lutter contre la pauvreté et faire évoluer les mentalités. Cette forme de communication, en plus de soutenir le développement, accorde une place de choix aux populations en leur donnant la possibilité de ne pas être de simples bénéficiaires. Elle perçoit les populations comme des partenaires des programmes ou des politiques de développement. A travers les échanges d'idées et le dialogue, ces populations prennent part aux prises de décisions et donnent leur point de vue sur les mesures à retenir pour leur propre développement. Tout ce processus passe préalablement par l'identification des besoins et des problèmes auxquels elles sont confrontées au quotidien.

S'inscrivant dans ce courant, Alfred Opubor (2001) soutient que la théorie de la communication participative pour le développement a prouvé son efficacité pour susciter la confiance et l'appropriation, et implique de fréquents échanges entre personnes et groupes dans des situations de communication. En d'autres termes, pour l'auteur, il s'agit d'un mode de communication dans lequel toutes les parties concernées doivent se sentir en mesure de se lancer dans le débat et de répondre librement à une interrogation, au lieu de se contenter d'être des récepteurs passifs des monologues et instructions d'autrui.

Aussi, pour le PNUD (2010), la communication participative vise-t-elle à favoriser une communication multidirectionnelle entre les différents intervenants et les bénéficiaires de projet. Elle met l'accent sur le dialogue entre ces différents interlocuteurs au sujet de leur bien-être et des difficultés auxquelles sont confrontées les populations. Elle vise aussi à renforcer les capacités, à former pour des compétences locales en organisation, à rechercher la participation et la prise de décisions portant sur les questions quotidiennes et à trouver des solutions aux différends. Cette perception de la communication dans les projets de développement trouve toute sa justification avec le PNUD car, elle jouit de plusieurs années d'expérience dans le domaine du développement et de la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Telle que définie, la communication participative admet la prise en compte de certains concepts clés qui méritent d'être identifiés.

1.2 La communication participative outil de performance dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural

La communication participative pour le développement présente des caractéristiques qui méritent d'être analysées pour une bonne utilisation et une compréhension de notre contexte d'étude. Il s'agit en effet des projets de développement pour lutter contre la pauvreté en milieu rural. Ainsi, selon

Capra Paula (2007), les variables qui distinguent la théorie de la communication participative des autres formes de communication pour le développement sont : les parties prenantes : Ici, toutes les parties prenantes significatives sont prises en compte et ont les mêmes droits ; le dialogue permanent : Le dialogue permanent favorise le partage des idées et connaissances entre les parties et les membres de la communauté ou du groupe ; l'identification des problèmes du milieu : les parties prenantes, à travers le dialogue, partagent des idées, des opinions, des expériences afin de parvenir à une compréhension commune des problèmes et réalités de leur milieu ou situation de vie ; la proposition de solutions durables : les populations parties prenantes se mettent ensemble ou en communauté pour faire des propositions de solutions et de voies de sorties durables avec l'appui des facilitateurs ou agents de développement ; la responsabilité accordée aux populations dans les actions à mener : au niveau de la responsabilité accordée aux populations, il s'agit de responsabiliser les populations en leur confiant des tâches précises mais surtout accepter de leur faire confiance afin de les amener à s'impliquer davantage dans les projets et activités mais surtout les amener à s'approprier le projet.

Laval Doucet et al (1997) dans leur ouvrage intitulé *Théories et pratiques en organisation communautaire* abondent dans le même sens. Selon ces auteurs praticiens, la communication participative donne la possibilité aux membres des collectivités d'avoir suffisamment confiance en eux. Cette confiance est nécessaire pour leur permettre de s'attaquer à leurs problèmes et de trouver leurs propres solutions au lieu d'attendre de l'aide de l'extérieur. La communication participative accorde aussi un rôle central à la question du genre (le rôle central de la participation des femmes dans les programmes de développement) et une place de choix aux jeunes dans les processus de participation et d'autonomisation au sein des communautés vulnérables. Ainsi, la question de la pauvreté, des projets de développement et les groupes les plus désavantagés de la collectivité constituent une des préoccupations majeures de la communication participative.

Guy Bessette (1996) et l'équipe du Centre de Recherche pour le Développement International, pour décrire ces caractéristiques de la communication participative l'ont défini comme une action planifiée, fondée d'une part sur des processus participatifs et d'autre part sur des médias et la communication interpersonnelle. De cette manière, elle facilite le dialogue entre les intervenants réunis autour d'un problème de développement ou d'un but commun, afin de définir et de mettre en œuvre un ensemble d'activités qui contribuent à solutionner ce problème ou à atteindre le but fixé, et qui soutiennent et accompagnent cette initiative.

2. L'importance de l'adoption de la théorie de la communication participative dans les projets d'envergure en milieu local ivoirien

Selon Yves Viltard (2008), l'une des forces de la communication participative, c'est qu'elle contribue à la démocratisation des programmes et projets et à la participation active de la population à ces initiatives de développement. Dans le cadre de notre étude, nous avons constaté que la forme de la communication la plus utilisée dans les projets de développement est la communication diffusionniste. Au niveau du projet YaaNovel, la même stratégie diffusionniste a été adoptée, du début du projet jusqu'à son arrêt. Pour le projet Seamaul Undung, nous avons constaté le recours à une théorie beaucoup plus ouverte, c'est-à-dire la théorie de la communication participative. Au regard des études de Ramiro Beltran (2000), cité par Capra Paula (2007), l'utilisation de la théorie diffusionniste est à l'origine des nombreux échecs et de l'inefficacité des projets de développement. Ces études sont comparables aux réalités observées dans le District de Yamoussoukro qui se justifie à travers l'échec du projet d'envergure « YaaNovel ».

À ce titre, Paolo Freire dans *La Pédagogie des opprimés* (Freire Paolo, 1974), cité par Guy Bessette (2004) propose un autre modèle de communication qui défie le modèle classique de communication et recommande un centrage à partir de la réalité du sujet qui est la conscientisation. Chez Paolo Freire, le seul fait de transfert vertical de connaissances d'une autorité (top) à un récepteur passif (down) ne permet pas d'influencer et de changer la société, ni de considérer les personnes en tant qu'êtres ayant une conscience autonome et critique. Pour lui, il faut chercher à agir sur la domination sociale à partir de la déconstruction des principes verticalistes par lesquels elle se soutient. Il s'agit d'organiser la population en groupes qui discutent de leur propre réalité pour ensuite agir sur celle-ci. Il s'agit dans le cadre des projets de développement de créer des conditions qui pourront favoriser la réussite et la pérennité des projets futurs en milieu locale, à savoir les périphéries.

Par ailleurs, le modèle de Paolo Freire insiste sur un processus d'éducation active stimulé (Boulc'h Stéphane 2003). Ainsi, la communication pour le développement ne se limite plus aux informations en termes de connaissances à transmettre et à l'utilisation des outils. Mais, elle cherche à stimuler le potentiel de changement de la population en contribuant à la prise de conscience de son organisation et en participant à sa politisation. C'est-à-dire aider les populations à proposer des solutions à leurs problèmes préalablement identifiés. Aussi Paolo Freire, précise-t-il que les médias légers et les modes de communications locales sont priorités dans cette démarche de communication. En effet, les pratiques communicationnelles endogènes s'opposent au modèle de communication horizontale et se focalisent sur les expériences de communications radiophoniques appelées participatives, dialogiques, éducatives, populaires ou alternatives favorisant la démocratisation et le changement social. En effet, chez Paolo Freire, la communication doit être



perçue comme un cheminement suivant plusieurs étapes d'ordre social et politique qui influencent le développement dont la communauté en est la maîtresse.

Dans la pratique et en matière de projet de développement en milieu rural ivoirien, ce modèle de communication vise à encourager les populations à dépasser l'idée de transmission des connaissances du haut vers le bas (c'est-à-dire la réception des informations). Il est désormais question d'encourager le dialogue bi ou multi-directionnel basé sur la participation des communautés locales et rurales. L'idée d'une communication pour le développement axée sur la participation active des populations doit être le principe de mise en œuvre des actions de développement en Côte d'Ivoire.

En outre, en partant des éléments de la théorie de la réception active, développée par Jean-René Ravault (1986), nous retenons que dans un processus de développement, seule la personne aidée sait ce dont elle a besoin et est en mesure d'établir les priorités parmi les gestes à poser pour améliorer son quotidien. De fait, chez Jean-René Ravault, l'être humain appréhende le monde selon sa propre carte-écran-radar ou sa grille de décodage psychosociale et culturelle. Cette idée revient à dire que le développement local en Côte d'Ivoire doit débiter du bas vers le haut, par un ensemble de besoins et d'actions bien négocié entre populations et autorités. C'est une forme de développement qui se construit autour des besoins énumérés par les populations de base, les populations qui vivent dans les périphéries. Le développement à la base est aussi appelé développement local ou développement communautaire. Développement communautaire parce que les communautés sont au cœur de l'action. Dans ce type de développement, les outils adéquats utilisés par les partenaires au développement sont l'approche participative et la communication participative.

De cette théorie, nous retenons qu'il s'agit de susciter la participation active des individus visés. Chez Paolo Freire, la communication pour le développement peut être considérée comme un outil de prise en main qu'utilisera la population. Cet outil selon Guy Bessette (2007) servira successivement aux fins suivantes : Prendre conscience des diverses facettes des problèmes réels de développement de leur région ; s'organiser pour réagir collectivement et efficacement devant ces problèmes ; mettre en lumière les conflits qui animent les divers groupes d'intérêt ; se politiser, c'est-à-dire apprendre à proposer d'autres solutions à des situations problématiques et à trouver des façons de régler divers problèmes; se « techniciser », c'est-à-dire se donner les outils nécessaires à l'application concrète des solutions issues de la communauté.

Selon le point de vue latino-américain, la communication participative part de la diffusion de l'information pour une prise en main stratégique des populations de leur situation. Cette prise en main stratégique se fera à travers une participation communautaire effective et durable. Elle passe par

l'identification des besoins de base, par la facilitation du dialogue, par la décentralisation locale, par l'apprentissage et l'appropriation des programmes et projets de développement. L'adoption de cette approche par les populations, les parties prenantes et surtout par les autorités locales est un impératif au processus dans les milieux locaux en Côte d'Ivoire.

3. La traçabilité dans la gouvernance des projets de développement : un outil d'aide à la communication

Il n'y a pas que la communication participative qui garantisse le succès des actions de développement en milieu rural. Le développement étant une préoccupation majeure et globale, il est nécessaire de connaître et de coordonner de manière efficiente et efficace les actions. Cela peut être ainsi possible grâce à l'adoption d'un système de traçabilité et de synergie.

3.1 La traçabilité, outil de synergie et d'efficacité des actions de développement en milieu rural

Lorsque nous nous intéressons à la traçabilité des projets de développement, des éléments indispensables fondent notre réflexion. Il s'agit de l'analyse conceptuelle du terme traçabilité et de l'adoption des systèmes de communication et d'informations, et des réseaux de communication dans la gestion efficace des projets de développement en milieu rural. A ces variables, nous ajoutons la conception d'une matrice d'analyse et la constitution d'une base de données et d'un guichet unique des projets de développement.

-Analyse du concept de traçabilité dans la gestion des projets de développement

Généralement défini comme « l'aptitude à retrouver l'historique, l'utilisation ou la localisation d'un article ou d'une activité, au moyen d'une identification enregistrée » (Normes ISO 8402, 1994), le terme traçabilité implique deux concepts clés. D'une part, l'identification du produit à travers un marquage et d'autre part, l'enregistrement de données liées à ce produit tout au long de la chaîne de production, de transformation et de distribution. Cette approche de la traçabilité est directement liée à la gestion des entreprises industrielles et commerciales. C'est une technique qui permet de retrouver l'historique, l'utilisation et la composition de produits industriels ou alimentaires à partir de la chaîne de production jusqu'à la chaîne de distribution. Cela sous-tend l'identification de : toutes les étapes de la fabrication ; la provenance des composants et des fournisseurs ; des lieux d'entrepôts ; tous les échanges commerciaux entre les différents acteurs ; le cycle de fabrication ; tous les clients qui ont consommé le produit.

Dans le contexte du développement, la traçabilité porte d'abord sur la déforestation (protection des arbres). Au fil des années, cette notion a évolué pour s'intéresser désormais à la bonne gouvernance (FAO 2016). Elle s'intéresse

également aux traits caractéristiques de la population pour avoir une idée assez précise de son évolution et de ses différentes mutations dans le cadre de la bonne gouvernance et du développement durable et communautaire. De nouvelles formes de gouvernance se déploient autant au sein des Etats qu'entre les Etats, ces derniers étant eux-mêmes en évolution profonde. De nouveaux acteurs, privés pour la plupart d'entre eux, se dotent de moyens sophistiqués de marquage, d'identification et de filtrage des comportements et des flux (Brigitte Juanals 2009). Par ailleurs, le concept de traçabilité doit aussi son évolution aux sciences de l'informatique. En effet, Selon Brigitte Juanals, ce qui est aujourd'hui nommé « traçabilité » réside dans l'association entre les récentes technologies informationnelles et communicationnelles numériques, d'une part, et l'accentuation des caractéristiques des « sociétés de contrôle » (Deleuze et Gilles 2003) avancées, d'autre part. Mieux, l'internet et ses dérivés constituent le territoire privilégié des affrontements menés dans des finalités de maîtrise économique, politique culturelle ou stratégique de l'information. Dès lors, comment la traçabilité peut être appréhendée comme outil efficace dans la gouvernance des projets de développement en milieu rural ?

-Vers une traçabilité pour l'efficacité des projets de développement

Pour aborder cette question, nous privilégions une approche communicationnelle et politique de l'information et de ses objets techniques basée sur les systèmes d'information. Dans la gestion des projets de développement, la traçabilité permet de rechercher, de recueillir, de collecter, de traiter, d'analyser, de stocker et d'utiliser ces informations de manière très optimale à un moment donné. Désormais, dans la gestion des projets de développement en milieu rural, toutes les informations relatives aux projets et aux parties prenantes sont enregistrées, analysées et conservées. La traçabilité dans ce contexte est orientée vers la mise en place d'une base de données informationnelle et communicationnelle.

La traçabilité intervient dans le processus de gestion des projets comme un outil indispensable à la transparence et à la bonne gouvernance. La mise en œuvre d'un processus de traçabilité dans la gestion des projets exige une inclusion optimale des parties prenantes significatives. Il s'agit plus précisément des concepteurs, des bénéficiaires et de l'Etat ; parce que le projet de développement vise un intérêt général et touche à une frange importante de la population. En effet, le pilotage des projets de développement en milieu rural revêt un caractère particulier qui est le rôle et la prise en compte de la population locale dans toute sa diversité et sa complexité. Elle est le maillon essentiel du processus de développement et détient les informations les plus essentielles. Les populations locales sont les sources d'informations à cause des nombreuses expériences vécues et partagées. L'acceptabilité des projets qu'ils soient endogènes ou exogènes dépend à tous les niveaux du degré d'implication et d'appropriation par les populations cibles. Cette finalité ne

serait possible que si la communication avec les populations locales est circulaire et leur contribution collective.

Dans le processus de traçabilité des projets de développement, la gouvernance territoriale apparaît comme un gage de transparence informationnelle à l'échelle infra et supra-territoriale. Pour Anada Tiega et Paul Ouédraogo Ramsar (Ramsar 2018), la gouvernance territoriale est la capacité de faire appel aux ressources naturelles et humaines propres à chaque territoire pour concevoir un projet partagé pour répondre aux finalités du développement local. Il est important de s'appuyer sur une spécificité du territoire (la culture locale), d'en connaître les atouts et faiblesses et savoir localiser les potentiels problèmes (réalités et besoins réels). Par ce type de gouvernance, l'on analyse les savoirs et les convergences d'intérêt (condition d'une prise de responsabilité de chacun et de tous et d'un changement de comportement).

Toutefois, nos expériences avec les populations locales ont révélé que ces dernières sont de plus en plus exigeantes, méfiantes, avec un sentiment de résilience très développé. Elles s'ouvrent moins et fournissent peu d'informations nécessaires. Dès lors, comment peut converger la traçabilité des projets de développement pour une meilleure synergie des actions et une efficacité pérenne ?

3.2 La traçabilité des projets de développement en milieu rural par les systèmes d'informations : Exemple des Clubs Dimatra²

La définition la plus simple du système d'information est celle donnée par De Coursy (1992), la définissant généralement comme un ensemble d'éléments permettant d'acquérir, de traiter, de mémoriser et de communiquer des informations. Il permet de restituer l'information sous une forme appropriée au moment opportun. Pour lui, comme de nombreux auteurs, c'est un outil de communication et de coordination entre les différents services et domaines de gestion de l'entreprise. De plus, le système d'information a un rôle opérationnel car il diffuse des informations et un rôle stratégique et tactique parce qu'il contribue aux prises de décisions importantes. Il convient tout d'abord de situer l'émergence et le développement de la notion de traçabilité dans les systèmes d'information, en lien étroit avec la normalisation internationale (AFNOR 2006).

L'adoption du système d'information dans la gestion des projets de développement en milieu rural se perçoit comme l'ensemble des procédés mis en œuvre dans le but de collecter de manière très organisée les informations antérieures et actuelles propres à une localité avec ses réalités et besoins. Ces informations collectées sont traitées, analysées et conservées pour une

² Club Dimitra : Club de la FAO pour encourager les populations à engager des actions endogènes en milieu rural. Les actions des clubs Dimitra sont portées surtout vers les femmes et les jeunes afin de garantir un développement équitable. Ces clubs bénéficient d'accompagnement et de soutien de la FAO. On retrouve les Clubs Dimitra dans les pays comme le Sénégal, le Mali, le Kenya, le Niger, le Ghana, etc.



utilisation stratégique. Les informations dans cette démarche, concernent les projets de développement et les populations locales. Elles doivent permettre dans un processus de développement d'avoir une idée assez claire et précise des projets, des populations et de leur situation de vie avant et après l'exécution des projets. Les informations prennent aussi en compte les activités des projets.

La particularité des systèmes d'information dans la gestion des projets, c'est qu'ils s'intéressent aussi aux projets antérieurs et futures ainsi qu'aux parties prenantes et aux bénéficiaires directs. L'ensemble des données informationnelles vont conduire à la création d'une base de données. Cette base de données ne portera pas uniquement sur un projet mais elle prendra en compte l'ensemble des données relatives aux projets qui se sont déroulés dans la localité ainsi que les populations touchées par ces projets. La traçabilité dans la gestion de ce type de projet a des enjeux importants. D'abord, elle favorise l'élaboration commune des projets. Lorsque toutes les parties se partagent les mêmes informations au même moment, la confiance s'impose et les liens sociaux se renforcent. Ensuite, la traçabilité va permettre de partager des expériences avec d'autres acteurs dans divers projets. A cet effet, la mise à disposition des informations aux populations permettra d'ouvrir la voie au monde extérieur. Lors de nos études exploratoires dans le District de Yamoussoukro sur les projets de développement, nous avons pu constater que la quasi-totalité des villages était reliée au réseau électrique et plus de la majorité des jeunes et des femmes a un accès régulier à internet. Cet accès à internet est un atout pour la mise en œuvre des systèmes d'information. Car le système d'information s'appuie de plus en plus sur les nouvelles technologiques et le numérique.

L'expérience de la gestion des projets des Clubs Dimitra de la FAO a permis la mise en place d'un système d'information. Ce système a été un élément dynamique pour la réussite des projets à travers le bulletin et la plateforme Dimitra. Le Bulletin Dimitra est un résultat concret de la traçabilité des projets de développement. Comment les Clubs Dimitra ont réussi ce pari d'efficacité basée sur les systèmes d'information et de la traçabilité? La présentation du modèle Dimitra nous permet de mieux comprendre l'importance de l'adoption de la traçabilité dans la gestion des projets.

Une dizaine d'années après la création des Clubs Dimitra par la FAO, les résultats innombrables sont à la fois ceux des membres des clubs et des communautés dans lesquelles ces espaces de dialogue et d'action se sont créés. A travers les systèmes d'information, les actions et activités des Clubs Dimitra ont été relayées régulièrement dans les bulletins Dimitra. Ce bulletin mis en place a pu garantir la traçabilité et l'efficacité des projets grâce au rassemblement d'informations de ses divers projets et acteurs. Les données de ses nombreuses actions ont été régulièrement partagées et publiées entre les membres, les parties prenantes et les partenaires. Les données portaient généralement sur la construction d'infrastructures, les changements dans la vie

des hommes et des femmes et dans leurs relations, dans le domaine agricole, dans les habitudes nutritionnelles, les partenariats avec les autorités et autres partenaires... la liste est longue. Au-delà de ces nombreuses initiatives, se dessine l'impact profond et durable des Clubs Dimitra. Des recherches menées par la FAO en 2017-2018 ont permis de mieux comprendre l'approche utilisée, son fonctionnement et la variété des résultats obtenus. Ainsi, Aujourd'hui, on compte plus de 3000 Clubs Dimitra en Afrique subsaharienne (Burundi, Ghana, Mali, Niger, République centrafricaine, République Démocratique du Congo et Sénégal), intégrant quelque 90000 membres et bénéficiaires directs, dont deux tiers sont des femmes. On estime que les clubs ont un impact positif sur environ deux millions de personnes qui bénéficient des changements insufflés par les clubs et de la dynamique communautaire qu'ils engendrent (Dimitra, 2019).

3.3 Proposition de système de gestion des projets de développement en milieu rural basé sur la traçabilité

L'analyse du modèle de réussite de la traçabilité dans la gestion des projets des Clubs Dimitra nous a conduit à la proposition d'un guide de gestion propre au contexte du milieu rural ivoirien. La mise en place d'un système d'information et de communication pour assurer la traçabilité des projets de développement en milieu rural passe nécessairement par une participation inclusive des forces vives à tous les niveaux qui soit. Dans le cadre de la proposition d'un système d'information pour la gestion efficace des projets en milieu rural, nous nous appuyons sur les éléments indissociables que sont : les parties prenantes, les projets de développement et les zones d'exécution des projets et le rôle de l'état.

D'abord, les parties prenantes dans la mise en place d'un système d'information pour la gestion des projets de développement ruraux sont composées des populations locales, des porteurs de projet et des partenaires. Les populations locales sont les principales sources d'information. Elles fournissent des informations sur sa composition, ses interactions communautaires et collectives, ses atouts et potentiels et surtout sa particularité culturelle. Au niveau des porteurs de projets, ils disposent de toutes les informations relatives aux actions et activités des projets qu'ils élaborent et conduisent. Les partenaires disposent d'informations suffisantes pour situer leur rôle et les types d'accompagnement ainsi que les mécanismes pour suivre et évaluer les projets.

Ensuite, les projets de développement pourront être organisés de sorte à constituer des sources effectives d'informations. Pour une meilleure utilisation des informations liées aux projets de développement en milieu rural, il faut que ces informations soient enregistrées et organisées de manière à être utilisées durablement. Pour un système d'information efficace, les données informationnelles sur les projets doivent être précieuses, d'où la nécessité de bien les collecter, les enregistrer et les garder.

D'une part, ce processus de traçabilité traduit la démarche vers la bonne gouvernance et la transparence des actions menées en développement rural. Il consiste à identifier les projets selon les domaines et les zones d'action. Les systèmes d'information en gestion de projet impliquent l'organisation des projets en tenant compte des variables clés que sont : les types de projet (endogène ou exogène), les avantages et les contraintes des différents projets, les forces et les opportunités créées, les expériences vécues, les stratégies de communications utilisées, etc.

D'autre part, grâce aux réseaux de communication centralisés et décentralisés, les populations et les acteurs du développement peuvent travailler en étroite collaboration pour aboutir à une synergie véritable. Cette synergie exige que les différentes parties prenantes et les gestionnaires des différents projets échangent leurs expériences et leurs compétences pour optimiser le développement à l'échelle locale et favoriser une répartition équitable des interventions. En clair, la synergie des actions de développement se trouve à la croisée des chemins. De plus, la gestion efficace des projets par la traçabilité pourrait s'appuyer sur l'étude des zones. En effet, dans certaines localités en milieu rural, les actions de développement sont souvent concentrées dans une même zone et d'autres ne profitent pas de projets par manque de pouvoir décisionnel ou par absence de volonté politique. Lorsque les données sont coordonnées et les acteurs travaillent en synergie, les interventions sont équitables et tiennent compte des potentiels de la zone d'intervention ainsi que les logiques de développement.

Dès lors la traçabilité est au cœur des enjeux des projets de développement pour contribuer, partager, mobiliser et faire agir. Elle vise aussi à faciliter la coopération entre parties, à introduire l'innovation et à suivre et organiser le pilotage des projets de développement en milieu rural.

Conclusion

Dans cet article, nous avons abordé la question de l'adoption de la théorie de la communication participative et de la traçabilité axée sur les systèmes d'information dans la gestion des projets de développement à Yamoussoukro. La théorie de la communication participative évoquée dans cette étude vise à promouvoir la communication entre les parties prenantes et à renforcer son effet sur les projets de développement. Elle rend la communication dans les projets plus simple, plus cohérente et plus rapide. La théorie de la communication participative est un processus interactif dans lequel les participants (au processus) interagissent et échangent individuellement ou en groupe des idées, des connaissances, des perceptions et des valeurs. Ils utilisent donc divers canaux en vue d'aboutir à une compréhension commune d'un problème donné et d'agir conjointement pour sa résolution. Toutes les parties prenantes sont concernées tout au long du projet, surtout dans le cas des projets de développement. Elles sont présentes à toutes

les étapes du projet. Avec cette théorie, la collaboration est constante jusqu'à la fin des activités liées au projet. De plus, elle est conçue pour obtenir des résultats ; à savoir changer l'approche des projets de développement à Yamoussoukro, changer les pratiques des organisations dans le domaine ou le comportement des populations directement ciblées. La communication participative vise aussi à atteindre les résultats escomptés en employant au mieux le temps et les ressources disponibles. Tel que présentée, la réussite des projets de développement repose sur la participation de nombreuses personnes et organisations. La théorie de la communication participative constitue un bon moyen de s'assurer de leur collaboration, leur soutien et leur aide.

Par ailleurs, la réussite des projets ne dépend pas que de la théorie de la communication participative, le recours à une gestion intégrant les systèmes d'information tend à s'imposer à travers la traçabilité. Dans le processus de mise en œuvre de la traçabilité dans les projets de développement axé sur les systèmes d'information, l'Etat joue le rôle de catalyseur. Comme le suggère le modèle néo-structuralisme cépalien, le rôle de l'état et des pouvoirs publics est important, étant donné que les multiples mécanismes des projets sont dus aux distorsions structurelles. L'Etat doit donc : développer et renforcer le suivi et l'évaluation des actions sociales, traiter les goulots d'étranglement sectoriels et corriger les disparités sociales. Selon Christophe Ehrhardt :

Compte tenu des défaillances du marché (la présence de distorsions structurelles), la responsabilité du processus de développement devait être assumée par l'Etat qui, par son intervention, devait initier la création d'une capacité industrielle locale compétitive favorable à l'émergence d'initiatives privées et locales.

Christophe Ehrhardt (2004, p 23)

En effet, pour les concepteurs de cette théorie, l'Etat doit assurer son rôle de garant du bien-être des populations. Ainsi, dans le cadre de la traçabilité des initiatives de développement en milieu local, l'Etat doit régulariser, règlementer, contrôler et veiller à ce que les actions soient équitables en tenant compte des zones d'intervention, de leurs potentiels naturels et humains et de la spécificité de chaque localité. Aujourd'hui avec l'émergence des NTIC, l'outil informatique et l'internet se présentent comme des supports privilégiés pour faciliter la gestion des systèmes d'information dans la gouvernance des projets de développement. L'Etat pourrait aussi œuvrer à la mise en place d'un centre d'incubation et de gestion intégrée des projets de développement local. La gestion de ce centre faciliterait l'enregistrement des projets avant, pendant et après l'exécution des activités. Dès lors, le système de gestion axé sur la traçabilité et l'information se présente comme un catalyseur et une carte écran pour la mobilisation des partenariats au développement.

Le processus d'identification, de traitement et de suivi des informations, vient pour sa part, pour aider à la diffusion rapide et permanente via l'accès à



un système informatisé dans la gouvernance des projets de développement. Dès lors nous retiendrons que la traçabilité dans la gestion des projets constitue un atout pour l'efficacité et la gouvernance durable. Les possibilités en matière d'identification, d'exploitation et de diffusion de l'information relative aux projets reposent fortement sur les systèmes informatisés en réseaux. Il est aussi nécessaire au regard de l'analyse qui précède que le processus de traçabilité des projets de développement soit encouragé et soutenu par une éducation des parties prenantes aux usages responsables des TIC. Comment sensibiliser ces parties prenantes des projets à l'acceptabilité des systèmes de communication liés à une notion aussi complexe que la traçabilité sans ignorer qu'elles sont en conflit permanent ?

Références bibliographiques

- AJZEN et FISHBEIN. 2006. *Understanding attitudes and predicting social behavior*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1980, cite par Letirand et Delhomme
- BESSETTE Guy. 2004. *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication pour le développement*, Québec, Presses de Université Laval,
- BESSETTE Guy. 2007. *Eau, Terre et vie : Communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, Paris, l'Harmatan
- BESSETTE Guy et Rajasunderam Céline. 1996. *Communication participative pour le développement : le développement, un Agenda Ouest-Africain*, Ottawa, CRDI
- BOULC'H Stéphane. 2003. *Radios communautaire en Afrique de l'Ouest, Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds*, Bruxelles, Éditions COTA
- CAPRA Paula. 2007. « L'originalité de la communication participative en Amérique Latine », *La Revue Hermès*, éditions CNRS, n°48, pp.135-144
- CHEVALIER Yves. 2008. *Système d'information et gouvernance*, EME. Ouvrage du coordinateur de ce dossier, en faisant le lien entre technique et politique, replace les systèmes d'information dans le cadre d'un projet national ou européen.
- DE Courcy. 1992. « Les systèmes d'information en réadaptation », *In Réseau international CIDIH et facteurs environnementaux*, Québec, n°5 vol. 1-2, pp.7-10
- DELEUZE Gilles. 2003. « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », (in *L'autre journal*, 1990), *Pourparlers (1972-1990)*, Éd. Minit, Paris
- DOUCET Laval et FAVREAU Louis. 1997. *Théories et pratiques en organisation communautaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec
- FRANÇOISE Lieberherr-Gardiol. 1988. « Le développement au féminin : un projet de société », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 7 | mis en ligne le 05 avril 2013, consulté le 23 août 2018. URL : <http://aspd.revues.org/1347>
- FREIRE Paolo. 1974. *Pédagogie des opprimés*, Paris, Editions Maspéro
- JAMES Mayers. 2005. *Analyse du pouvoir des parties prenantes*, IIED. [En ligne], consulté le 18/04/2017, URL : <http://www.policy-powertools.org>

- JUANALS Brigitte. 2009. « La traçabilité dans les systèmes d'information : un questionnement politique sur la gouvernance des populations », *In Communication et Langues*, n°160, pp 49-61
- KIYINDOU Alain. 1999. *Information et milieu rural au Congo, le cas des régions du Pool et des Plateaux*, Septentrion Presses Universitaires, Lille
- KIYINDOU Alain. 2008. *La communication pour le développement : Analyse critique des dispositifs et pratiques professionnels au Congo*, Edition EME, Bruxelles
- KIYINDOU Alain. 2010. *Cultures, technologies et mondialisation*, le Harmattan, Paris
- KONE Hugues et SY Habib. 1995. *La communication pour le développement durable en Afrique*, PUCI, Abidjan
- MISSI Missi. 2006. « La communication stratégique : de l'appui au développement à la promotion du changement social. Une communication de convergence ? », *in Actes du colloque international de Douala sur Communication et Changement social en Afrique et dans les Caraïbes : Bilan et perspectives*, Grenoble, UGA édition, pp. 14-35.
- OPUBOR Alfred. 2001. « La communication au service de l'éducation et du développement : Accroître la participation et l'engagement des parties prenantes » *in Actes de l'Atelier international de Arusha sur la communication pour promouvoir l'éducation*, Paris, ADEA, pp.1-35
- RAVAULT Jean-René. 1986. « Colonialisme culturel et coerséductions autochtones », *In Communication. Information Médias Théorie*, Vol 8, n°1, Printemps, pp.54-106.
- ROMO Guillen Hector. 1994. « De la pensée de la CEPAL au néo-libéralisme, du néo-libéralisme au néo-structuralisme, une revue de la littérature Sud-Américaine », *in Revue du Tiers Monde*, Vol. 35, N° 140, Sorbonne, Editions de la Sorbonne, Octobre-Décembre, pp. 907-926.
- SAMUEL Chambua. 2002. *Participation démocratique en Tanzanie : les voies des représentants des travailleurs*, Presse de l'Université de Das es Salaam, Das es Salaam
- VILTARD Yves. 2008. « Conceptualiser la diplomatie des villes, Ou l'obligation faite aux relations internationale de penser l'action extérieure des gouvernements locaux », *in Revue française de science politique*, vol. 58, Mars, pp.511-533.
- VINCENT Béa et GILLES Pinson. 2009. « Un maire urbain entre stratégies de légitimation et recherche de ressources pour l'action », *In Revue Pôle Sud*, Janvier, n°30, pp.7-29
- VIRUEGA Jean-Luc. 2005. *Traçabilité, outils, méthodes et pratiques*, Éditions d'Organisation, Paris, pp. 15-23
- LEHMANN Valérie, MOTULSKY Bernard et COLOMB Valérie, (Dir). 2015. *Changement et grands projets des choix engagés*, Presses de l'Université du Québec, Québec



- MAKOSSO Jean-Félix. 2004. « Les pays d'Afrique sub-saharienne entre besoin et pénurie d'information stratégique agricole », *Documentaliste-Sciences de l'Information*, vol. vol. 41, no. 6, pp. 326-333
- MAKOSSO Jean-Felix. 2014. *Les enjeux de la communication participative pour le développement au Congo*, le Harmattan, Paris
- ZADY Kessy Marcel. 2007. *Responsabilité politique et développement de proximité*, éditions Secom Médias, Abidjan

Autres

- DIMITRA Clubs Dimitra en action. 2019. *Edition spéciale du bulletin Dimitra*, FAO, Rome
- District Autonome de Yamoussoukro et le Ministère de l'intérieur. 2013. *Le Plan Stratégique du Développement du District de Yamoussoukro (PSDDY)*, District de Yamoussoukro, Yamoussoukro
- FAO. 2014. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : Ouvrir l'agriculture à l'innovation*, FAO, Rome
- FAO. 2002. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : L'agriculture et les biens collectifs mondiaux, 10 ans après le sommet de la planète terre*, FAO, Rome
- FAO. 2016. *La traçabilité, un outil de gestion pour les entreprises et pour les gouvernements*, FAO, Rome
- Groupe de la Banque Mondiale. 2015. *Rapport sur le développement dans le monde : Abrégé pensée, société et comportement*, Washington, Banque Mondiale, DC
- INS. 2016. *Annuaire des statistiques de la région du Bélier et du District Autonome de Yamoussoukro*, INS, Abidjan
- Nations Unies, *Rapport 2010 sur Les Pays les Moins Avancés, Ce qu'il Faut Savoir*, Nations Unies, New York,
- PNUD. 2010. *La communication pour le développement : Accroître l'efficacité des Nations Unies*, New York
- PNUD. 2013. *Rapport sur le développement humain, L'essor du Sud : Le progrès humain dans un monde diversifié*, New York